

**CELEBRATION OF THE 50th ANNIVERSARY OF UNITAR - A G 77 /
UNITAR EVENT – 28.11.2013**

*Intervention de M.A. Boisard, PhD, ancien Sous-secrétaire général de l'ONU et
Directeur général de l'UNITAR*

(Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Président du Groupe des soixante-dix-sept,

Monsieur le Directeur général de l'ONUG,

Excellences,

Mesdames et Messieurs)

Je prends part avec plaisir et une certaine émotion à cette cérémonie marquant, à la fois, le cinquantenaire de l'UNITAR et le renforcement de ses rapports avec le G-77. On m'a prié de porter une vue rétrospective sur cette relation. Je me fie à ma seule mémoire, espérant qu'elle ne me trahisse pas.

Ce n'est sans doute pas par hasard que l'UNITAR et le G-77 soient nés ensemble et d'un même corps de pensées : 1963 pour le premier ; 1964 pour le second.

Contemporaines, les deux institutions vont traverser cinquante ans d'histoire, l'une au service de l'autre. Etroitement liées, elles visent, par des voies différentes, un objectif commun : renforcer les capacités de négociation des pays en développement.

Au cours des années 1980, l'UNITAR connut une période très difficile. Il fut la victime des tensions entre l'Est et l'Ouest, ainsi que des divergences entre le Nord et le Sud. Sa survie prit parfois des allures d'enjeu politique. Les très difficiles négociations en Deuxième Commission en furent l'illustration.

Il faut certes avouer que l'Institut ne s'était pas toujours montré capable de relever les défis. Trop traditionnel, son programme de formation manquait d'originalité et ne sut pas s'adapter. Les jeunes responsables de la recherche, enthousiastes,

s'étaient lancés, à corps perdu, dans la défense d'un concept que je continue personnellement de considérer comme éminemment souhaitable, à savoir l'instauration d'un Nouvel Ordre Economique International. L'UNITAR ne disposait toutefois pas des ressources intellectuelles et surtout de la rigueur scientifique nécessaires. Il avait gagné en visibilité, mais perdu beaucoup de sa crédibilité.

Cette crise eut des conséquences financière immédiates : à la fin des années 1980, seuls trois Etats industrialisés avaient maintenu leurs contributions volontaires, à savoir : la Grèce, le Japon et la Suisse.

Les membres du G-77 sauvèrent alors l'UNITAR. Presque tous participèrent à alimenter son Fonds général, parfois avec des montants très modestes. Néanmoins, l'ensemble de ces contributions constituait, alors, plus de la moitié du budget de l'Institut.

L'attachement et la solidarité des pays en développement ne s'arrêtèrent pas là. Les membres du G-77 refusèrent de considérer la suggestion d'incorporer l'UNITAR à l'Université des Nations Unies. Ils repoussèrent ensuite, de haute lutte, la décision de transférer l'UNITAR à Turin et de le faire fusionner avec l'Ecole des cadres (Staff College) nouvellement créée.

Au plus fort de cette crise, l'ancien Directeur général du BIT, M. Francis Blanchard, fut mandaté pour analyser de possibles solutions aux difficultés rencontrées. Son rapport fut accepté par l'Assemblée générale. Schématiquement, il préconisait deux mesures drastiques. La première était de mettre fin à toute activité de recherche. La section fut dissoute, le stock de publications et le fond de bibliothèque furent dispersés. La seconde mesure était le transfert du Siège de l'UNITAR de New York à Genève.

Ce déménagement induit une profonde restructuration de l'Institut. Les programmes de formation diplomatique furent affinés et rendus plus pertinents. En outre et surtout, le champ de la formation fut élargi au développement économique et social. La concentration d'organisations, intergouvernementales et non gouvernementales, à Genève offrait un terreau très favorable. La consultation fut permanente avec les représentations des pays en développement. Grâce à leur appui, tant politique que programmatique, des projets furent lancés dans des domaines de gestion nombreux et variés : de l'environnement (y compris les Conventions nées du Sommet de la Terre à Rio) avec le Bureau européen du PNUE, de la dette extérieure, avec la CNUCED, des produits chimiques toxiques, avec le PNUE, l'OMS, le BIT et la FAO à Rome, des migrations, avec le HCR et

l'OIM, des programmes humanitaires avec le CICR, des images satellitaires pour les secours en cas de catastrophes avec le CERN, pour ne citer que les principales filières. De plus, comme centre d'activités humanitaires, Genève a également permis le lancement de formation à la diplomatie préventive, aux opérations de maintien de la paix et à la reconstruction post-conflits, ainsi qu'à la coopération décentralisée entre autorités sub-étatiques.

En fonction des disponibilités financières, la formation était, aussi, donnée sur le terrain, en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

L'UNITAR avait retrouvé sa crédibilité. Les Etats industrialisés reprirent leurs contributions, généralement pour le financement de programmes spécifiques : la Suisse comme Etat hôte fut le principal contributeur. La plupart des pays européens et le Japon se montrèrent également généreux. Le nombre de personnes, bénéficiant annuellement des activités de l'Institut se chiffrèrent rapidement par plusieurs milliers. De par leurs recommandations auprès de donateurs potentiels et leurs interventions en Deuxième et Cinquième Commissions de l'Assemblée générale, les pays membres du G-77 ont largement contribué à cette heureuse évolution.

Le transfert à Genève apporta un autre avantage inattendu : la modicité des coûts du personnel. En effet, le noyau permanent du personnel (core staff) est demeuré très restreint. L'UNITAR a pu compter sur des collaborateurs du système des Nations Unies au sens large, en tant qu'animateurs bénévoles de ses séminaires. En outre, deux sources de recrutement d'un personnel peu ou prou rémunéré se sont avérées très riches : d'une part, d'anciens hauts fonctionnaires à la retraite et, d'autre part, des étudiants post-grades, avides de trouver un stage intéressant dans la Genève internationale. Cette situation permit d'ouvrir, à des coûts avantageux, un éventail très large de collaborateurs, y compris de pays en développement, qui apportent leur connaissance et leur sensibilité propres aux programmes.

L'UNITAR s'affirme, maintenant, comme le principal pourvoyeur de formation du Système des Nations Unies.

Au plus fort de la crise, lors du lancement du processus de restructuration depuis Genève, le budget de l'UNITAR se montait à 800.000 dollars. Quinze ans plus tard, il s'élevait à 32 millions. Bien sûr, le financement demeure un souci constant, considérant l'ampleur et la diversité des besoins de formation. La généreuse assistance financière annoncée aujourd'hui de la part de l'Algérie est donc particulièrement bienvenue.

En conclusion, je pense que nous pouvons célébrer, en un même temps, le cinquantième anniversaire des deux institutions, le G-77 et l'UNITAR. Nées à quelques mois d'écart, dans un contexte donné, elles ont évolué et traversé, solidairement, des moments difficiles. Les Etats du G-77 ont financé la phase la plus dangereuse, lorsque les sources traditionnelles s'étaient taries. Ce fut encore le G-77 qui lutta avec succès, afin que l'UNITAR conservât son autonomie, son identité et son mandat propres, lorsqu'il fut question de l'incorporer à d'autres structures.

Cette cérémonie marque donc la réussite d'une coopération fructueuse et bénéfique à tous. Souhaitons qu'elle le demeure et se renforce à l'avenir.

Je vous remercie de votre attention.